

En Espagne, la mort annoncée de milliers de commerces historiques

26/12/2014



Des milliers de magasins historiques ne goûteront pas la timide reprise de la consommation en Espagne. Ils mettront la clef sous la porte après les fêtes, victimes de la fin de l'encadrement des loyers.

"Le pouvoir d'achat est le premier frein dans la baisse de consommation dans la mode, ensuite s'ajoute une offre trop standardisée entraînant une perte de repères de son commerce historique. Après l'Espagne quel sera le prochain pays Européen fossoyeur de sa mémoire ?" Maryline Bellieud-Vigouroux, Conseiller extérieur et Mécénat auprès du Président de la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode

C'est le cas d'un magasin de poupées artisanales de la Gran Via, grande artère commerciale du centre de Madrid, ouvert depuis 1942. La boutique, Asi, mentionnée dans les guides touristiques, attire encore les touristes, qui aiment prendre en photo les poupées vêtues de robes cousues à la main exposées en devanture, désormais à côté d'une affichette "merci pour ces 72 ans".

Le magasin, où certaines poupées sont vendues près de 300 euros, a tenu pendant la crise. Dirigé par la même famille depuis son ouverture, il ne pourra cependant pas résister à la hausse de loyer prévue à partir du mois de janvier, qui passera de quelque 10.000 euros à 35.000. **En Espagne quelque 200.000 magasins bars et restaurants sont concernés et 65 à 70.000 pourraient être contraints de fermer**, selon l'Union de professionnels et travailleurs indépendants (UPTA) représentant les propriétaires de commerces comme celui des Ezhariaga, pour la plupart des affaires familiales.

Selon ce lobby, **200.000 emplois seraient menacés car chaque magasin emploie environ trois personnes**. Une députée socialiste, Patricia Blanquer, a aussi soulevé le sujet mercredi devant le Congrès (chambre basse), assurant de son côté que les emplois menacés sont occupés principalement par des personnes d'âge moyen ou avancé, qui auront encore davantage de difficultés à trouver un emploi. Elle a proposé un nouveau moratoire négocié de cinq ans.

Source : <http://tn.fashionmag.com/>